

SKIKDA

Trois associations dénoncent les atteintes à l'environnement

Dans une déclaration commune, adressée au wali de Skikda, trois associations (Ecologica, Bariq 21 et l'Association de protection de l'environnement d'Azzaba), versées dans la protection de l'environnement et le développement durable, ont dénoncé les atteintes à l'environnement engendrées par l'extraction de sable à Sidi Merouane, dans la commune côtière de Filfila, à une trentaine de kilomètres à l'est de Skikda.

Les signataires dudit document en appellent le chef de l'exécutif à user de ses prérogatives afin d'apporter les réponses nécessaires à même de contribuer à la préservation de l'écosystème et de stopper les ravages découlant du préjudice environnemental.

L'entreprise chargée de l'exploitation de la sablière a-t-elle été soumise aux règles de l'impact sur l'environnement relatives aux activités minières et aux conditions techniques liées à la préservation de

l'environnement ? L'étude sur l'impact environnemental a-t-elle été réactualisée suite à la réattribution de l'autorisation de l'exploitation au profit de la même entreprise ? Y a-t-il eu élaboration d'un schéma de gestion environnementale incluant l'établissement d'un rapport annuel sur les effets de l'extraction de sable sur l'environnement ? Quelles pourraient-être les conséquences du réaménagement du site affecté par l'exploitation de la sablière ? Telles sont les questions

que se posent les trois associations.

La réponse à ces préoccupations légitimes sera, bien sûr, dans les dispositions prises pour stopper les facteurs préjudiciables à l'environnement. Tout autant que par le passé, l'entreprise privée Grainiski a déjà fait l'objet d'une suspension de l'exploitation sur décision de justice de la cour de Skikda, entérinée par la Cour suprême. Laquelle décision a été, malheureusement, remise en cause par le Conseil d'Etat. Cela a permis à l'entreprise de procéder le plus normalement du monde à l'exploitation de la sablière, et ce, alors que l'Agence nationale de géologie et de contrôle minier (ANGCM) a émis, lors d'un contrôle effectué sur site, des réserves traduites par la constatation de 13 contraventions et manquements aux closes du cahier des

charges. Mieux que ça, l'exploitant a été mis en demeure, une manière de lui signifier de se conformer à la réglementation en vigueur, dans un délai d'un mois sous peine de subir une suspension des activités. L'exploitant fait fi de toutes ces procédures car il est en possession d'une décision du Conseil d'Etat en sa faveur.

Pendant que ce dossier est transféré d'une cour à une autre et d'une institution à une autre, des conséquences néfastes sur l'environnement, supportées par la wilaya, notamment par l'APC de Filfila, qui n'en récoltent aucun dividende de quelque nature que ce soit, sont à relever. Parmi elles, le tarissement de la source d'eau qui alimente cette région, la dégradation du CW12, récemment rénové à coups de milliards, reliant Filfila à la Marsa (une importance touristique indéniable). Il y a aussi le fait que, selon des analyses effectuées par plusieurs laboratoires, sous l'égide des services du CTC, le sable de la carrière ne sied pas à la construction, car il présente un taux très élevé d'impureté de poussière et d'argile.

Zaïd Zoheir

Saisie de 100 grammes de cannabis à Azzaba

La police judiciaire de la daïra de Azzaba a procédé, mercredi aux environs de 19h, à l'arrestation d'un homme de 48 ans et à la saisie de 100 grammes de kif. Sous surveillance depuis quelque temps, le dealer, célibataire et résidant à Azzaba, a été arrêté entre Ezzaouïa et Azzaba, alors qu'il comptait, selon

toute vraisemblance, écouler sa marchandise. Reconnu comme dealer depuis des années, mais faute de preuves, il n'a jamais été inquiété jusque-là. Il a été placé, jeudi, sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur du tribunal de Azzaba.

Z. Z.

EXPOSITIONS DE MODULOTHÈQUES

Les activités ludiques au service de l'environnement

Sensibiliser le jeune public à des sujets aussi sérieux que ceux relatifs à l'environnement sans faire de grands discours, c'est le pari lancé par les concepteurs de modulothèques, des expositions itinérantes et interactives qui étaient hier exposées au niveau du lycée El Idrissi. Destinées à un public dont l'âge varie entre 6 et 16 ans, les modulothèques ne nécessitent pas de grands moyens logistiques puis-

qu'elles sont constituées de huit tables qui peuvent se monter par emboîtement.

Pouvant accueillir des groupes de 32 personnes pour une durée d'une heure trente à trois heures, elles proposent pas moins de 16 activités entre expériences, jeux et défis, le tout réparti en quatre thèmes.

Les jeunes peuvent tester leurs connaissances sur les changements climatiques, la bio-

diversité et les ressources naturelles, la pollution et les déchets et enfin les énergies renouvelables et non renouvelables.

En plus des questions-réponses, des expériences sensorielles seront proposées grâce à un minilaboratoire composé de matériel usuel du quotidien qui peut se révéler au final étonnant.

N. I.

BOU ISMAIL

Spectaculaire opération coup-de-poing des services combinés police-gendarmerie

La semaine écoulée, les services combinés police-gendarmerie ont lancé une spectaculaire opération coup-de-poing au cœur des foyers du crime, de la débauche et de la drogue au niveau de la région de Bou Ismaïl.

Nos sources nous ont précisé que cette opération visait à assainir cette région des groupes de malfaiteurs qui ont investi les différents quartiers de la ville en imposant leur diktat. L'insécurité qui régnait à Bou Ismaïl et ses environs a fait de cette dernière une ville morte où il ne faisait pas bon sortir la nuit.

Il convient de rappeler que les services de police et de gendarmerie ont procédé, récemment, à plusieurs rafles dans les milieux de la drogue, de la débauche et du crime organisé. Ainsi, le week-end passé, une spectaculaire opération combinée gendarmerie-police a été lancée en direction des foyers suspectés et avérés du crime et de la débauche au niveau des forêts attenantes et autres quartiers douteux de la ville, à l'instar des forêts Ouahlima, Sidi Djaber, Bellili et de l'abattoir.

Au niveau de ces forêts, des courses-poursuites lancées à l'encontre des groupes de malfaiteurs, surpris par le caractère inopiné et soudain de l'opération, se sont effec-

tuées entre 20 heures et minuit.

Plus de 100 éléments de la police et de la gendarmerie étaient engagés dans cette opération appuyée par 23 véhicules spéciaux de sécurité.

Des sources sécuritaires nous ont fait part de leur satisfaction pour la réussite d'une telle opération, où chaque corps de sécurité avait apprécié la collaboration étroite, la convivialité et l'intelligence entre les jeunes éléments de la police et de la gendarmerie.

Plus de 80 personnes furent interceptées pour constitution de groupes de malfaiteurs, ainsi que des groupes spécialisés dans les agressions des citoyens. D'autres groupes s'adonnant à des beuveries collectives furent dispersés. Des jeunes en possession d'armes blanches furent arrêtés aussi, dont certains en possession de plaquettes de drogue, de stupéfiants et d'autres psychotropes.

En marge de cette opération, plusieurs dizaines de véhicules furent contrôlés. Le bilan de cette opération a mis en évidence l'aspect et l'impact

psychologiques de ces interventions auprès des habitants des agglomérations précitées et de la population de Bou Ismaïl.

Cinq personnes ont été présentées au procureur de la République pour des délits de port d'armes blanches, de constitution de groupes de malfaiteurs et de détention de drogue. Ali M. un commerçant, nous a fait part de son soulagement : « Ces groupes menaçants et aux mines patibulaires nous font peur. On bais-

se nos rideaux avant la prière du Maghreb. » Quant à la famille Hadj N., les femmes et les jeunes filles ont peur de sortir dans la soirée pour se promener au niveau du boulevard et du front de mer de Bou Ismaïl.

« Plusieurs jeunes files se sont fait agresser au boulevard de la ville, dès la nuit tombée. Pourtant, la ville de Bou Ismaïl est une ville touristique qu'il fait bon visiter, surtout en soirée », s'exclame M^{me} Nassima.

Larbi Houari

GUELMA

Chute mortelle du cinquième étage

Dans la matinée de samedi dernier, un homme d'une cinquantaine d'années aurait chuté accidentellement du 5^e étage d'un immeuble de la cité Emir Abdelkader, dans les environs immédiats de Guelma. La victime, vétérinaire, est décédée sur place des suites de ses blessures, avant son admission à l'hôpital Okbi de Guelma. Une enquête est ouverte par les services de sécurité pour élucider ce drame qui a endeuillé une famille paisible et mis en émoi la population guelmie.

N. Guergour

AIN-TÉMOUCHENT

Les fellahs de Sidi Safi réclament le développement rural

Dans une pétition remise aux journalistes de la wilaya de Aïn-témouchent, une cinquantaine de paysans de la localité de Mkhassia, du douar Bou-chentouf, dans la commune de Sidi Safi, ont exposé leur problème relatif au développement rural.

Les pétitionnaires sont, disent-ils, totalement ignorés par les responsables et les élus locaux, eux qui ont payé un tribut de 24 martyrs pour l'indépendance du pays sans compter les dizaines de moudjahid.

Les Mkhassis réclament le développement rural : « Nous voulons nous sédentariser ici avec nos enfants. » Selon leur représentant, ils travaillent sur une terre de 3 000 hectares, et leurs problèmes sont multiples. Ils réclament une route pour désenclaver leur localité et les relier aux autres villages voisins en vue de vendre leurs produits agricoles aux mandataires qui refusent d'emprunter la piste existante en raison de son état déplorable. Même les propriétaires des moissonneuses-batteuses trouvent des excuses pour débouter les demandes des céréaliculteurs.

Autre problème soulevé par les fellahs, l'absence d'aide de l'Etat à l'habitat rural puisque aucun habitat de ce type n'a été érigé sur cette terre et pourtant la wilaya a investi de gros moyens pour encourager les fellahs à se fixer sur leurs terres en leur offrant tous les moyens de développement rural. Les agriculteurs réclament un programme de logement d'habitat rural groupé avec l'alimentation en eau potable et l'électricité, car ils exercent tous des activités agricoles et de l'élevage, raison pour laquelle ils exigent l'eau potable et l'électricité. Les pétitionnaires disent qu'ils en ont assez des promesses non tenues des élus.

Selon le président de l'APC de Sidi Safi « cette région est inscrite dans le cadre du programme de proximité de développement rural (PPDRI) ». Le P/APC souhaite « que tous les fellahs concernés déposent leurs dossiers au niveau de mes services pour la réalisation du programme de logement rural ».

Concernant la route, il affirmera qu'il contactera le maire de Sidi Ben Adda pour converger leurs efforts en vue de réaliser une route. De son côté, le président de l'APC de Sidi Ben Adda précise : « Un avis d'appel d'offres est déjà lancé pour la réalisation d'un tronçon de la route dans le territoire de la commune de Sidi Ben Adda allant jusqu'à la frontière intercommunale. »

S. B.